



Rapport économique 2024

France

Ref: 512.0-CHOBE/CID/SST
Ch@WORLD A754

Executive Summary

L'économie française devrait enregistrer une **faible croissance** en 2024, de l'ordre de 1% environ, après un net ralentissement déjà en 2023 (+0,9%). Baisse de la consommation des ménages, remontée des taux d'intérêt, contexte international peu propice à l'investissement : divers facteurs péjorent la situation économique. Le nombre de faillites n'a jamais été aussi élevé, puisqu'entre février 2023 et février 2024 plus de 60'000 sociétés défaillantes ont été répertoriées, principalement dans le bâtiment, le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration.

Malgré cela, le taux de **chômage** reste stable autour de 7,3%. Alors que de nombreux secteurs d'activité sont confrontés à une pénurie de main-d'œuvre et considérant que la France affiche l'un des taux d'activité les plus bas d'Europe (56,3%), le gouvernement a entrepris de réformer les systèmes de retraite et d'assurance-chômage. Cela dans le but d'augmenter la part des travailleurs et dès lors des personnes cotisant à la sécurité sociale.

Le recul de l'**inflation** se poursuit : de 4,9% en 2023, elle devrait tomber à 2,5% en 2024, selon les projections de la Banque de France. Le redressement des finances publiques constitue une priorité absolue du gouvernement alors que la **dette de l'Etat** a atteint 3'200 Mds à fin juin 2024. De 5,5% en 2023, le déficit public pourrait se creuser encore davantage en 2024. Cette détérioration a amené l'UE à engager une **procédure pour déficit public excessif** contre la France. Celle-ci est appelée à prendre rapidement des mesures pour ramener sa trajectoire budgétaire en dessous de la barre des 3% du PIB, sous peine de sanctions financières.

Le nouveau gouvernement sous la conduite du Premier Ministre Michel Barnier n'aura que très peu de marge de manœuvre lorsqu'il devra défendre sa proposition de budget 2025 devant une Assemblée nationale où il ne détient pas de majorité. Pour assainir les finances publiques, il envisage une réduction des dépenses (2/3 de l'effort) ainsi qu'une hausse ciblée des impôts (1/3 restant).

Avec des échanges à hauteur de 37.7 Mds CHF, la France est le **5^{ème} partenaire commercial** de la Suisse, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et l'Italie.

La Suisse est le **2^{ème} investisseur** étranger en France avec un stock de 114.5 Mds EUR. Classée derrière les Etats-Unis (142.1 Mds), elle a dépassé l'Allemagne (111.9 Mds) en 2023.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	7
3.1	Politique et priorités du pays hôte	7
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif).....	8
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales.....	8
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	8
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	9
4.2	Commerce bilatéral	9
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	9
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1	Evolution et perspectives générales.....	10
5.2	Investissements bilatéraux.....	10
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2	Intérêt pour la Suisse	12
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	13
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	14
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	15
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	16
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs.....	17

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Politique et priorités économiques du gouvernement

L'économie française a connu un net ralentissement en 2023. La **croissance du PIB** n'a été que de **0,9%**, en dessous de la marque de 1% espérée par le gouvernement. Elle ne devrait être guère plus forte en 2024 puisque la Banque de France table sur un taux de 1,1% sur l'ensemble de l'année. L'activité économique est freinée par divers facteurs : une baisse de la consommation des ménages, avec un recul de la consommation de biens (-1,6%) comme de services (-2,4%) en 2023. Les investissements n'ont enregistré qu'une faible progression (+1,2%), deux fois moins qu'une année auparavant.

Sur le plan de la **production**, le bilan est mitigé. L'agroalimentaire, premier secteur industriel de France, pâtit de la baisse de consommation et d'une forte pression sur les prix. Les grands groupes du luxe font eux face à un recul des ventes sur les marchés d'exportation, en particulier en Chine. La situation est plus favorable dans l'industrie aéronautique : ses exportations devraient continuer de croître de 10 à 15% d'ici à 2025. L'industrie d'armement connaît même un boom. Les bonnes performances de ces deux secteurs contribuent à réduire quelque peu le **déficit de la balance commerciale**. Fin 2023, il a passé sous la barre des 100 Mds EUR.

Une branche qui connaît des difficultés est celle du bâtiment. L'augmentation des prix des matériaux ainsi que la hausse des taux d'intérêt ont fortement freiné l'appétit des Français pour des projets immobiliers. Les mises en chantier ont reculé de 13,9% sur les cinq premiers mois de 2024, comparés à la même période en 2023¹. Le **nombre de faillites** n'a jamais aussi élevé : 60'360 sociétés défailtantes ont ainsi été répertoriées² entre février 2023 et février 2024, surtout dans le bâtiment, le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration. Cette dernière se montre pourtant résiliente : la fréquentation a retrouvé, voire dépassé dans certaines régions, les taux de 2019, dernière année avant la pandémie.

L'**inflation** poursuit son recul. Passant d'un pic à 6,3% en février à 3,7% en décembre, le taux d'inflation s'est élevé à **4,9%** sur l'ensemble de 2023 et devrait se situer autour de 2,5% en 2024 d'après les projections de la Banque de France. Ce reflux s'explique essentiellement par la baisse des cours du pétrole et gaz importés. Les prix dans les rayons alimentaires ont continué d'augmenter (+12% en 2023, contre +7% en 2022), tout comme ceux des biens manufacturés, mais dans une moindre mesure (+3,5%, contre +3% un an plus tôt). Pour les services, l'inflation s'est maintenue au même niveau, à 3%.

Le taux de **chômage** est resté stable à 7,3% en 2023, avec chez les jeunes de 15-24 ans un niveau plus élevé, à 17,2%. Pour 2024, il pourrait augmenter légèrement, à 7,5%. D'importantes branches d'activités comme l'industrie, l'hébergement-restauration ou l'agriculture font face à une pénurie de main-d'œuvre. Dans le secteur privé (hors agriculture et travail intérim), le taux d'emplois vacants a reculé de 3,3% fin 2022 à 3,1% fin 2023. La France connaît l'un des **taux d'activité**³ les plus bas d'Europe : 56,3% des plus de 15 ans se trouvaient en situation d'emploi en 2023, un niveau nettement inférieur à celui de l'Allemagne (61.3%), de la Suède (66.9%) ou de la Suisse (67.1%). De même, la France figure au bas du classement s'agissant des heures travaillées par an et habitant⁴, avec 664 heures contre 770 en moyenne européenne.

Eu égard aux tensions sur le marché du travail et aux besoins de financement des systèmes de prévoyance et sécurité sociale, le gouvernement a pris d'importantes mesures en 2023. La **réforme des retraites**, passée en force à l'Assemblée nationale en mars 2023, va rehausser l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans d'ici à 2030. Cette réforme vise à rehausser le taux d'emploi dans la tranche d'âge des 60-64 ans. De 33% en France, il est nettement plus bas qu'en Allemagne (53%) ou qu'en Suisse (60%). Au début de l'année, le gouvernement a également procédé à des adaptations au **régime d'assurance-chômage**. La durée d'indemnisation des chômeurs a été réduite de 25% à compter du 1er février 2023. Des mesures additionnelles pour encourager l'emploi en réduisant les prestations de

1 Fédération française du bâtiment (FFB)

2 Groupe Altares, étude de défailtances et sauvegardes des entreprises

3 Eurostat : taux d'activité standardisé en %, moyenne annuelle 2023

4 Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)

chômage ont été proposées par le gouvernement en mai 2024 mais ont finalement été abandonnées durant l'été, lors de l'entre-deux-tours des élections législatives anticipées.

Un sujet de préoccupation est le **déficit public** : il a atteint **5,5% du PIB**⁵ en 2023 contre 4,8% l'année précédente. Le Ministère de l'Economie et des Finances note qu'il s'est encore creusé davantage depuis lors et qu'il pourrait s'établir à 6% du PIB en 2024. La **dette publique** a dépassé la marque des 3'200 Mds à fin juin 2024. Sur 2023, elle représentait 110,6% du PIB⁶. En juillet 2024, l'UE a engagé une procédure pour déficit public excessif contre la France et six autres Etats membres. Ils devront prendre des mesures correctrices pour tenir leur trajectoire budgétaire et ramener le déficit sous la barre des 3% ces prochaines années, sous peine de sanctions financières. Le gouvernement français est appelé à poursuivre ses efforts d'économies, au-delà des 10 Mds EUR d'économies annoncés en avril 2024. Il se doit aussi de rassurer les marchés financiers : en mai 2024 l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a revu à la baisse sa notation de la dette française, de AA à AA- avec une perspective stable.

Le nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Michel Barnier aura très peu de marge de manœuvre sur le plan budgétaire. D'aucuns estiment que l'adoption de la **loi de finances 2025**, soit le budget de l'Etat pour l'année à venir, constitue le principal défi de la rentrée pour une classe politique française qui apparaît divisée comme jamais auparavant sous la Ve République. Les contraintes budgétaires limiteront la capacité du gouvernement à investir dans les infrastructures, la transition énergétique ou la transformation numérique. Certaines ambitions ont d'ores et déjà dû être revues à la baisse : le budget du dispositif «Ma Prime Rénov», destiné à subventionner la rénovation thermique des bâtiments, a ainsi été réduit de 4 à 3 Mds EUR pour 2024. Les moyens mis à disposition des entreprises pour l'**encouragement à l'innovation**, comme le Crédit Impôt Recherche ou les aides à l'implantation seront également scrutés avec attention.

Le gouvernement continuera cependant, avec les moyens financiers à disposition, à mener une **politique industrielle** volontariste et à déployer d'importants efforts pour attirer les investissements étrangers. Dans le cadre du plan d'investissement post-Covid **France 2030**, financé à hauteur de 54 Mds EUR sur l'ensemble de la décennie 2020, près de 30 Mds ont été alloués à ce stade. Plus de la moitié des crédits (56%) ont été accordés aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI); 19% aux organismes de recherche, collectivités et établissements publics; 16% aux grands groupes et 9% aux personnes physiques, associations et autres entités.

A l'initiative du Président Emmanuel Macron, diverses mesures ont été prises pour renforcer l'**attractivité** de la France auprès des investisseurs étrangers depuis 2017. Avec du succès à la clé puisque la France mène depuis cinq ans le classement des pays européens enregistrant le plus grand nombre de projets d'implantation porteurs d'emplois, selon le baromètre Ernst & Young de l'attractivité en Europe. En 2023, elle a comptabilisé 1'194 créations et extensions de sites, arrivant première devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Sur l'ensemble de l'année, des investissements étrangers à hauteur de 15 Mds EUR ont été annoncés, d'après le gouvernement.

Au-delà de l'engagement de l'Etat, le gouvernement appelle à une plus grande mobilisation de l'épargne européenne pour couvrir les besoins en **investissements stratégiques** dans la décarbonation de l'industrie, l'efficacité énergétique, l'intelligence artificielle ou encore la recherche quantique. Qu'il s'agisse des fonds de prévoyance ou de l'épargne privée, cet argent part trop souvent sur les marchés financiers en Amérique du Nord ou en Asie plutôt que de servir à développer les industries du futur en Europe, déplore le gouvernement français.

Pour l'heure, les investisseurs sont dans l'expectative des politiques qui seront celles du gouvernement Barnier contraint de composer avec une Assemblée nationale dans lequel il ne détient pas de majorité. Les programmes formulés à gauche comme à droite pourraient en effet, s'ils devaient être appliqués, avoir d'importantes répercussions sur l'évolution du **coût du travail** ou sur la **fiscalité** en France. Sur le plan de la politique économique extérieure, les élus sont peu enclins à suivre un agenda en faveur du libre-échange. Même le Ceta, l'accord entre l'UE et le Canada en vigueur depuis septembre 2017, ne trouve pas de majorité pour une ratification au Sénat.

⁵ Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

⁶ Fonds monétaire international (FMI)

2 SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Industrie pharmaceutique

Avec plus de 100'000 salariés, l'industrie pharmaceutique française est un secteur important de l'économie nationale. En 2022, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 70 Mds EUR, dont environ la moitié réalisé à l'étranger, avec un excédent commercial de plus de 5.9 Mds EUR. Alors qu'elle était premier producteur européen de médicaments en 2008, la France occupe aujourd'hui le 6e rang. Pour inverser ce déclin, l'organisation faîtière Leem appelle à un allègement de la charge fiscale, en particulier de la fiscalité sectorielle, dans son baromètre 2024⁷. Elle recommande aussi des mesures pour accélérer les procédures dans l'accès au marché, en tirant bénéfice des avancées de l'évaluation clinique européenne. La taille du marché, ainsi que le système de santé universel français rendent le pays attractif pour les entreprises pharmaceutiques suisses. La pharma et la chimie comptent pour un tiers des exportations suisses vers la France et pour 12% des importations suisses de France.

Agroalimentaire

La France est restée en 2023 la première puissance agricole européenne avec ses 95.5 Mds EUR de production agricole (56.6 Mds en production végétale et 33.2 Mds en production animale)⁸. Elle se place au 2e rang de producteur mondial de vin, derrière l'Italie, devant l'Espagne. Dans l'UE, elle est le premier pays producteur de céréales et de viande bovine et le deuxième pays producteur de lait. Le dernier recensement agricole dénombrait 496'000 exploitants pour 389'000 exploitations en France métropolitaine⁹, un chiffre en recul de 1,5% à 2% par an, avec une tendance appelée à se poursuivre en raison du vieillissement de la population des exploitants agricoles (43% d'entre eux ont plus de 55 ans).

L'industrie agroalimentaire, avec ses 500'000 emplois et 17'000 entreprises, est le premier secteur industriel français. La France occupe le 6e rang du classement des principaux pays exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires. Avec des exportations d'une valeur totale de 69.9 Mds EUR, elle détient 4,5% de parts de marché¹⁰. Sa balance commerciale pour ces catégories de produits est excédentaire à hauteur de 9,4 Mds EUR. Elle l'est aussi vis-à-vis de la Suisse. L'industrie agroalimentaire suisse exporte principalement du café, des boissons énergisantes, des biscuits et du chocolat vers la France, son 3e marché d'exportation. Elle compte également de nombreux sites de production dans l'Hexagone.

Banques et assurances

Hub financier majeur de la zone Euro, Paris continue de tirer profit de l'afflux de banques étrangères provoqué par le Brexit. Pas moins de 5'500 nouveaux emplois auraient été créés dans le secteur financier en région parisienne depuis le Brexit¹¹, notamment par les banques américaines JPMorgan, Bank of America, Goldman Sachs, Citigroup et Morgan Stanley. Parmi les dernières annonces en date, la banque britannique Barclays a laissé entendre en août 2023 qu'elle allait déplacer le siège de ses activités européennes de Dublin à Paris. La place financière parisienne fait valoir la taille de son marché, puisqu'elle se place en tête du classement des centres financiers de l'UE s'agissant de la capitalisation boursière via Euronext ou du volume d'actifs financiers sous gestion. Comme la place financière suisse, celle de Paris s'attèle depuis plusieurs années à diversifier ses activités en mettant l'accent sur la finance durable et la fintech. La France représente un marché important pour les établissements bancaires et les compagnies d'assurances suisses qui y sont implantés de longue date.

Infrastructures de transport

L'Accord Suisse-UE sur les marchés publics offre des opportunités intéressantes pour les entreprises suisses - équipementiers, bureaux d'ingénieurs - sur des projets d'infrastructures de transport. C'est le cas par exemple sur le Grand Paris Express, actuellement le plus grand chantier d'Europe pour un

7 Leem, organisation professionnelle des entreprises du médicament opérant en France

8 Insee - Production et valeur ajoutée de l'agriculture en 2023

9 Cour des comptes - Communication à la commission des finances du Sénat

10 Agence FranceAgriMer, chiffres 2022

11 Choose Paris Region, agence de promotion et d'attractivité internationale de la Région Île-de-France

budget de total de plus de 36 Mds EUR, ou le tunnel ferroviaire sur le tracé Lyon-Turin, qui avec ses 57,5 kilomètres ambitionne de battre le record détenu par le tunnel de base du Gothard. Des projets d'extension du réseau de TGV existent dans la partie Sud de la France, notamment entre Bordeaux et Toulouse. En février 2023, le gouvernement a par ailleurs annoncé un plan à 100 Mds EUR sur 20 ans pour développer les réseaux express régionaux (RER) dans une dizaine d'agglomérations en France métropolitaine. Les appels à projet sont en cours.

Industrie manufacturière

L'automobile et l'aéronautique (civile ou militaire) figurent parmi les principaux secteurs de l'industrie manufacturière française, avec une part importante aussi dans les exportations du pays. Ils offrent des opportunités à l'industrie suisse en termes de solutions technologiques, de fourniture de composants et autres produits de niche. En 2023, la France a produit plus d'un million et demi de véhicules, en hausse de 8% sur un an, mais toujours en retrait de 30% par rapport au niveau d'avant-pandémie en 2019. Même constat pour l'aéronautique qui n'a pas encore retrouvé le niveau d'activité de 2019. Celle-ci se réjouit toutefois de carnets de commande bien remplis, laissant augurer une bonne année 2024. L'industrie d'armement, en particulier, a vu sa production augmenter fortement depuis l'invasion russe en Ukraine.

Production d'énergie

La France a repris en 2023 sa place de première exportatrice d'électricité en Europe, devant la Suède et la Norvège, à la faveur de la remontée en puissance de son parc nucléaire touché en 2022 par une baisse de production historique. Avec le redémarrage des réacteurs, la production nucléaire d'EDF a atteint 320,4 TWh en 2023 (65% de la production électrique française). Pour 2024, EDF prévoit une production se situant dans le haut de la fourchette de son objectif annuel de 315 à 345 TWh. Combinée aux mêmes efforts d'économies que l'hiver 2023/2024, cette hausse de production doit permettre de sécuriser l'approvisionnement énergétique. Le 7 mai 2024 a été donné l'autorisation pour la mise en service de l'EPR de Flamanville, désormais le réacteur le plus puissant du parc nucléaire français avec ses 1'600 MW. D'ici à 2035, 14 nouveaux réacteurs du même type doivent être construits dans le cadre d'un programme de 100 Mds EUR, dont le financement est ouvert aussi aux investisseurs étrangers.

Le gouvernement français affiche un engagement fort pour la transition vers les énergies décarbonées. Des réformes ont été engagées sur la base des nouvelles lois sur l'accélération des énergies renouvelables et sur l'industrie verte. Le plan France Relance, doté de 100 Mds EUR dont 40 Mds provenant de l'UE, y apporte un volet financier avec des subventions pour des projets dans le domaine de l'énergie solaire, l'éolien en mer ou les infrastructures pour les véhicules électriques notamment. Les entreprises suisses comptent d'importants investissements dans le secteur énergétique en France. Elles sont présentes avec des activités autant dans la production (hydroélectricité, nucléaire, solaire photovoltaïque, éolien, géothermie) que dans le commerce. Elles profitent d'un marché dynamique mais qui s'avère souvent complexe du fait d'un cadre réglementaire en perpétuelle évolution.

La France a été le premier pays européen à se doter d'une stratégie hydrogène en 2018. Dans le cadre du plan France 2030, qui s'inscrit dans la lignée du plan France Relance, 9 Mds EUR sont mis à disposition pour le développement de cette source d'énergie. De ce montant, 2,1 Mds EUR sont alloués à la construction de quatre gigafactories d'électrolyseurs, d'une capacité de 2 GW par an d'ici 2027. La révision de la stratégie en 2024 réhausse encore le niveau d'ambition : 6,5 GW de production d'hydrogène décarboné d'ici 2030 et 10 GW d'ici 2035. L'objectif est de stimuler l'offre au niveau national, tout en positionnant la France comme un exportateur clé alors que l'UE s'emploie à réaliser un réseau européen de transport d'hydrogène par gazoduc (*European Hydrogen Backbone*). Pour les entreprises suisses, ces développements offrent des opportunités de collaboration technologique et d'investissement dans le cadre de projets de décarbonisation à l'échelle européenne.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Lors d'un discours prononcé à la Sorbonne en avril 2024, le Président Emmanuel Macron a mis en garde contre le risque de déclin de l'Europe face aux Etats-Unis et à la Chine. Pour y pallier, il appelle à un renforcement de l'**autonomie stratégique** de l'Europe. Il plaide en faveur de réponses fermes de la part de l'UE lorsque les entreprises européennes sont confrontées à une concurrence jugée déloyale. Le gouvernement français estime ainsi que l'UE doit se doter d'instruments de politique industrielle plus robustes, y compris de nature financière, pour contrecarrer les effets de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) aux Etats-Unis. De la même façon, il est d'avis que l'UE se doit d'appliquer des règles équitables, basées sur la transparence et la réciprocité, vis-à-vis de la **Chine**. Aux côtés de la Commission européenne, la France plaide un rééquilibrage des échanges économiques avec la Chine. Elle a ainsi soutenu la décision de l'UE d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les véhicules électriques importés de Chine, au motif qu'elles bénéficient d'aides publiques massives faussant la concurrence. L'objectif affiché est d'éviter que l'industrie chinoise vienne évincer la production européenne avec ses véhicules électriques à prix cassés, comme ce fut le cas avec les panneaux solaires ces dernières années.

S'agissant des **Etats-Unis**, la France soutient la reprise du dialogue engagé au niveau de l'UE. Le Président Macron plaide en faveur d'une coopération renforcée dans les domaines de la gouvernance du numérique, du quantique ou de l'IA, ainsi que sur les matériaux critiques pour éviter des développements mutuellement préjudiciables. Il insiste en même temps sur la nécessité pour l'UE de défendre son indépendance et sa souveraineté économique, alors que ses Etats membres acquièrent trois quarts de leur armement auprès d'acteurs non européens, deux tiers aux Etats-Unis.

En dépit de l'existence en France de nombreux champions de l'exportation qui contribuent à la prospérité du pays - des grands groupes comme LVMH, L'Oréal, Kering, Hermès, Airbus, Thalès, Renault, Sanofi, Alstom, Veolia ou Suez pour n'en citer que quelques-uns – il se trouve de moins en moins de partisans du **libre-échange** parmi les élus en France. En mars 2023, le Sénat a décidé de rejeter une ratification de l'Accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (Ceta), de facto déjà en vigueur. L'Assemblée nationale, qui a donné son feu vert en 2019, demande entre-temps aussi à revoter sur le texte. Dans les faits, 90% des dispositions du Ceta sont appliquées provisoirement depuis le vote du Parlement européen en février 2017. En cas d'échec de la ratification de l'accord par un Etat membre, son application provisoire devrait être dénoncée par l'UE, pour autant que l'Etat membre concerné - la France en l'occurrence - le notifie officiellement à Bruxelles, ce qu'il n'est pas tenu de faire.

L'opposition au libre-échange est très vive dans les campagnes françaises. Les manifestations des agriculteurs survenues début 2024 ont souligné le net rejet de l'accord entre l'UE et les pays du **MERCOSUR** en particulier. Durant les débats qui ont précédé les élections européennes puis législatives anticipées de l'été 2024, pratiquement tous les partis politiques ont pris position contre cet accord. Le Président Macron se dit également opposé à une conclusion qui pourrait intervenir lors du G20 à Rio en novembre 2024, d'après la Commission européenne. La principale objection porte sur l'écart en matière de normes environnementales et sanitaires : la France demande une uniformité des règles appliquées dans l'agriculture, comme dans d'autres secteurs d'ailleurs, avant de poursuivre la libéralisation des échanges avec le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

Moins contesté, le nouvel accord de libre-échange entre l'UE et la **Nouvelle-Zélande** est entré en vigueur le 1^{er} mai 2024, après avoir été approuvé par le Parlement européen et ratifié par les deux parties. Une ratification par les Parlements nationaux n'est pas requise, les dispositions de l'accord relevant des compétences exclusives de l'UE, de l'avis des instances européennes. Les autorités françaises se félicitent des nombreuses "clauses miroirs" conditionnant les importations de Nouvelle-Zélande au respect de normes environnementales et sanitaires applicables dans l'UE.

Dans les instances internationales (G7, G20, OCDE, OMC, FMI et Banque mondiale), la France soutient des positions en faveur d'un multilatéralisme fort. Militant pour davantage de justice fiscale, elle s'engage pour la réforme de l'**imposition des multinationales** (pilier 1 et 2 de la réforme fiscale discutée à l'OCDE). Elle se dit prête à supprimer sa taxe nationale sur les géants du numérique (GAFAM) dès l'entrée en vigueur de la nouvelle norme de l'OCDE. En 2024, cette taxe devrait lui rapporter quelque 800 Mio EUR, selon le Ministère de l'Economie et des Finances.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

De par sa proximité géographique et culturelle, sa taille et son dynamisme économique, la France constitue un marché privilégié pour les entreprises suisses, autant sur le plan des échanges commerciaux que de l'implantation de filiales, comme en témoignent les données impressionnantes sur le commerce et l'investissement entre les deux pays, année après année.

Les économies suisse et française présentent une complémentarité mutuellement bénéfique en matière d'innovation technologique. Nombreuses sont les start-ups - tant suisses que françaises - intéressées à développer leurs affaires dans le pays voisin au vu des avantages comparatifs des deux marchés. La Suisse se distingue ainsi par un écosystème très propice à l'innovation avec son tissu de grandes et petites entreprises travaillant étroitement avec les établissements publics d'éducation supérieure et de recherche. La France offre quant à elle des perspectives intéressantes de croissance, grâce à la taille de son marché et aux politiques d'encouragement des activités industrielles.

Les problèmes et les défis en matière d'accès au marché pour les entreprises suisses en France relèvent avant tout du cadre des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Du fait de l'absence d'un accord bilatéral sur les services, le potentiel pour les prestations transfrontalières reste ainsi largement inexploité, dans le domaine bancaire ou des assurances par exemple. L'écart des niveaux de prix et de rémunérations constitue un autre facteur freinant le développement des prestations dans les deux sens.

Les secrétariats d'Etat aux Questions financières internationales (SIF) et à l'Economie (SECO) entretiennent des dialogues à différents niveaux avec le Ministère français de l'Economie et des Finances, respectivement sa Direction générale du Trésor. Les entretiens couvrent les thèmes d'actualité, des questions d'intérêt commun, liées par exemple aux discussions menées au G20, à l'OCDE ou à l'OMC, sur la régulation financière internationale ou le cadre applicable au commerce mondial, mais aussi sur d'éventuelles questions dans l'application des législations européenne ou nationales dans les échanges transfrontaliers de marchandises et de services. En 2023, des accords ont pu être trouvés pour adapter à la réalité du télétravail les régimes applicables aux frontaliers en matière de fiscalité et d'assurances sociales.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques du commerce mondial (2024)¹², la France se place au 7^e rang des exportations de marchandises, avec une part au niveau global de 2.7%, tandis qu'elle se positionne au 6^e rang en ce qui concerne les importations, avec une part de 3.2%.

4.1.1 Commerce de marchandises

Le déficit de la balance commerciale française est repassé sous la barre des 100 Mds EUR en 2023, à 99.6 Mds, après le record de 162.7 Mds en 2022. Cette amélioration s'explique surtout par la baisse des prix de l'énergie importée. La valeur totale des importations a reculé de 7.1% en 2023, à 731 Mds, après deux années de hausses exceptionnelles. Les exportations ont augmenté de 1.5% en 2023, pour atteindre 607.3 Mds. Elles sont portées principalement par les secteurs de l'aéronautique et de l'automobile, qui retrouvent peu à peu leur niveau de 2019. En revanche, les exportations de produits agricoles affichent un recul, tout comme celles d'énergie en raison de la baisse des prix.

La France réalise plus de la moitié de ses flux commerciaux avec des pays européens, majoritairement limitrophes. L'Allemagne reste son premier partenaire commercial (à la fois son premier fournisseur et son premier client), devant l'Italie. Au cours des dix dernières années, on observe cependant une lente érosion du poids des pays frontaliers au profit des non européens. Même si un léger rééquilibrage s'est produit en 2023, le déficit avec la Chine reste très important : à hauteur de 46.3 Mds EUR en 2023, il compte pour près de la moitié du déficit de la balance commerciale française globalement. Vis-à-vis des

¹² [World Trade Statistical Review 2024, p.39](#)

Etats-Unis, le déficit a atteint 6,8 Mds EUR, aussi en baisse, après un pic d'importations de gaz naturel liquéfié en 2022.

4.1.2 Commerce de services

En matière de services, la France enregistre un excédent de sa balance commerciale. Pour 2023, le solde est positif à hauteur de 30.6 Mds EUR¹³. C'est près de 20% de moins qu'en 2022, mais encore largement supérieur aux niveaux d'avant crise sanitaire. Le tourisme y contribue largement avec un excédent de 18.1 Mds EUR, tout comme les services financiers (12 Mds). Le solde d'assurance et de pension affiche, pour la première fois depuis 2019, un excédent à hauteur de 100 Mio, contre un déficit de 3.2 Mds EUR en 2022. La baisse est surtout due aux services de transport qui, après deux années record pour le fret maritime, sont redevenus déficitaires (3.1 Mds).

4.2 Commerce bilatéral

La majeure partie des échanges commerciaux se fait avec les trois régions frontalières de la Suisse, à savoir Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est (ensemble 49%), ainsi qu'avec la région Île-de-France (31%)¹⁴.

4.2.1 Commerce de marchandises

Avec des échanges d'une valeur totale de 37.7 Mds CHF et une part de 5.3% au commerce extérieur suisse globalement, la France est le 5^{ème} partenaire commercial de la Suisse, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, la Chine et l'Italie¹⁵. La France est la 5^e destination des exportations suisses (5% du total) et le 4^e pays d'origine des importations suisses (6% du total).

En 2023, les exportations ont diminué de 9.2% par rapport à l'année précédente, avec un recul qui s'observe dans la plupart des catégories de produits. L'appréciation du franc suisse face à l'euro, de l'ordre de 7% sur l'ensemble de l'année, a eu un impact négatif sur la compétitivité de l'industrie d'exportation suisse. La Suisse exporte vers la France principalement des produits issus des industries pharmaceutiques et chimiques (4.74 Mds CHF), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (4.05 Mds), des machines, des appareils et de l'électronique (1.53 Md) ainsi que des produits alimentaires (1.17 Md)¹⁶.

Pour la France, la Suisse représente le 9^e partenaire commercial, avec une part de 3.5% dans ses exportations et de 2.4% dans ses importations globalement¹⁷. La France exporte vers la Suisse avant tout de l'énergie (4.1 Mds), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (3.8 Mds) et des produits de l'industrie pharmaceutique (2.3 Mds). Les échanges intra-branches sont particulièrement importants.

4.2.2 Commerce de services

En ce qui concerne le commerce de services, la Suisse en a exporté pour 12.7 Mds EUR vers la France, tandis qu'elle en a importé pour 16.7 Mds EUR de France¹⁸. Les services qui s'exportent, respectivement s'importent le plus, sont ceux liés aux entreprises et les voyages.

La Suisse est le 3^e fournisseur de recettes touristiques pour la France¹⁹, derrière la Belgique et le Royaume-Uni. Les Suisses ont dépensé en France 6.5 Mds EUR en 2023, en hausse de plus de 20% par rapport à 2019, année de référence avant la pandémie.

¹³ Banque de France

¹⁴ [Direction générale des douanes françaises](#),

¹⁵ OFS, Statistique du commerce extérieur 2023

¹⁶ OFS, Base de données [Swiss-Impex](#)

¹⁷ Direction générale des douanes françaises, annexe 3

¹⁸ [Direction générale du Trésor](#)

¹⁹ Banque de France, France Tourisme Observation

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

La contribution des sociétés étrangères à l'économie française est majeure : environ 17'500 entreprises étrangères sont établies en France²⁰, totalisant un effectif de 2.2 Mio d'employés. Les filiales de sociétés américaines en comptent le plus (480'000), devant celles d'Allemagne (345'000) et de Suisse (265'000).

L'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers est une priorité pour Emmanuel Macron. Chaque printemps depuis 2018, le Président de la République réunit à Versailles des dirigeants d'entreprises étrangères qui investissent en France à l'occasion du sommet «*Choose France*». Lors de l'édition 2024, 56 nouveaux projets d'implantation ou d'extension ont été annoncés pour un montant total de 15 Mds EUR et une perspective de 10'000 emplois créés.

Le gouvernement appelle de ses vœux davantage d'investissement en particulier dans le secteur industriel, la France figurant parmi les pays les plus désindustrialisés d'Europe. Avec la Grèce, elle occupe en effet le bas du classement dans l'UE lorsqu'on mesure le poids de l'industrie dans le PIB²¹. Si le déclin a pu être stoppé ces dernières années, il pourrait se poursuivre au vu du contexte difficile pour les entreprises : entre avril et août 2024, les fermetures d'usines ont été plus nombreuses que les ouvertures²².

De la même manière, le gouvernement s'attèle à renforcer la place financière de Paris. Une loi promulguée le 13 juin 2024²³ vise ainsi à encourager l'introduction en bourse des jeunes entreprises en forte croissance. Cette révision entend notamment faciliter le recours aux actions à droit de vote multiple, une forme de titres qui permet aux entrepreneurs de lever des capitaux tout en conservant un contrôle accru sur leurs actifs.

5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse s'est hissée en 2023 au 2^e rang des investisseurs étrangers ultime en France²⁴ (114.5 Mds EUR) derrière les Etats-Unis (142.1 Mds EUR), devant l'Allemagne (111.9 Mds EUR) et le Royaume-Uni (90.2 Mds EUR). Avec plus d'un millier d'entreprises suisses implantées dans l'Hexagone, la Suisse est le 3^e employeur étranger en France, selon le Ministère de l'Economie et des Finances²⁵. Les sociétés suisses investissent fortement dans l'industrie manufacturière, signe de la forte intégration entre les chaînes de valeur des deux pays.

Les dernières annonces d'importants investissements suisses en France, faites au sommet Choose France 2024, concernent la société genevoise KL1 (300 Mio EUR dans une usine de conversion de métaux critiques près de Bordeaux), le cimentier Holcim (60 Mio dans des projets de décarbonation et de recyclage), le groupe pharmaceutique Novartis (30 Mio dans une nouvelle unité de production) ou encore Adecco (engagement à recruter en 2024 près de 3'000 personnes en CDI et 8'000 en CDI intérimaire principalement dans les métiers d'avenir de l'ingénierie numérique et l'industrie).

A l'inverse, la France figure au 6^{ème} rang des investisseurs étrangers en Suisse avec un stock à hauteur de 44.12 Mds CHF en 2022, équivalant à 4.2% du stock d'IDE ultime²⁶. Les entreprises françaises présentes en Suisse sont au nombre de 1'700 et y génèrent quelque 77'000 emplois. Les plus importantes en termes d'effectifs sont Bouygues, Vinci, Axa, Atos et Saint-Gobain²⁷.

²⁰ INSEE, Entreprises sous contrôle étranger en 2021

²¹ Banque mondiale, Statista

²² Cabinet Trendeo, Observatoire de l'emploi et de l'investissement, septembre 2024

²³ [LOI n° 2024-537 du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France](#)

²⁴ Banque de France : Rapport annuel 2023, Stocks d'investissements direct ultimes

²⁵ Direction générale du Trésor, fiche publiée le 8 août 2023

²⁶ Banque nationale suisse

²⁷ [Direction générale du Trésor](#)

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La promotion commerciale des entreprises suisses à l'export est assurée depuis 2002 par le **Swiss Business Hub France** (SBH), sous contrat de prestations de Switzerland Global Enterprise (S-GE). Le SBH fournit aux entreprises suisses des prestations surtout dans trois domaines : l'information, le conseil et le marketing. Depuis février 2012, le SBH est aussi en charge de la promotion économique de la Suisse en s'appuyant sur un accord cadre tripartite entre les cantons, S-GE et le SECO. Dans les régions, une présence commerciale est assurée par les Consulats généraux et les Consuls honoraires.

La **Chambre de commerce suisse en France (CCSF)**, active depuis 1918, est reconnue par les autorités françaises en tant qu'association. Un nouveau directoire a été constitué en juillet 2020 avec l'objectif de renforcer l'ancrage de la CCSF dans les régions.

Tout au long de l'année, l'**Ambassade** fait la promotion d'une Suisse innovatrice et durable, en participant à des foires ou accueillant des événements à la résidence de l'Ambassadeur. En 2024, elle a ainsi organisé avec divers partenaires français et suisses des conférences sur la transformation des villes à l'heure des transitions énergétique et numérique, sur la résilience au changement climatique du point de vue financier, sur la sécurisation de l'approvisionnement en médicaments ou encore sur les enjeux du développement des technologies quantiques.

Du 22 au 25 mai 2024, la Suisse était représentée à **Viva Technology**, l'évènement phare de la tech en Europe, qui a lieu chaque année à Paris. Avec un nombre record de 28 startups présentes, le pavillon suisse a notamment mis en avant l'écosystème suisse de la sportech, à quelques semaines de l'ouverture des **Jeux olympiques et paralympiques** de Paris 2024.

Durant toute la durée des Jeux, une **Maison Suisse** construite dans le jardin de l'Ambassade a accueilli plus de 60'000 visiteurs. Espace de convivialité où il était possible de suivre les compétitions sportives et de fêter les nombreux médaillé(e)s suisses, cette maison éphémère a accueilli divers événements visant à promouvoir la Suisse sous toutes ses facettes : sa culture, son patrimoine, sa gastronomie... Financée par Présence Suisse, cette Maison Suisse a été réalisée avec le soutien de partenaires comme le groupe horloger Swatch, le fabricant de chaussures et de vêtements On, Swiss Cheese Marketing, Swiss Wine Promotion, Suisse Tourisme, ainsi que les cantons de Bâle, Vaud et Genève qui y ont présenté des expositions.

Promotion des investissements

Pour **Switzerland Global Enterprise**, la France est devenue en 2008 un pays prioritaire s'agissant de la promotion de la place économique suisse auprès des investisseurs étrangers. De nombreuses entreprises françaises s'intéressent à la Suisse comme lieu d'implantation pour sa stabilité, la compétitivité de son économie et ses conditions-cadres favorables (*business-friendliness*, infrastructures, compétences humaines, multilinguisme, fiscalité attractive). La possibilité d'utiliser la Suisse comme plate-forme pour s'internationaliser vers les marchés mondiaux est aussi un argument fort. Ces facteurs, mais aussi la proximité géographique et culturelle entre la Suisse romande et les régions frontalières de la France ont engendré une forte présence d'entreprises françaises dans le secteur des technologies de l'information comme de la biotechnologie et des services.

L'innovation, la compétitivité, les investissements en R&D, ainsi que la stabilité économique de la Suisse sont autant de critères permettant de comprendre l'intérêt suscité auprès des entreprises françaises pour se développer et s'implanter en Suisse. La section Invest du SBH a noté un fort intérêt en 2023 de la part d'entreprises françaises pour des projets substantiels d'implantation en Suisse dans le cadre des différentes activités organisées et rendez-vous qualifiés.

Promotion commerciale

En 2023, le SBH France a obtenu 38 mandats. Parmi ceux-ci, plus d'une quinzaine de sociétés et startups technologiques suisses ont été accompagnées sur le pavillon swisstech à Viva Technology. Une dizaine de sociétés suisses, actives dans le ferroviaire, la construction et l'aménagement des gares, ont quant à elles participé en octobre 2023 à la Délégation suisse Grand Paris Express, à la rencontre

des acheteurs de la Société du Grand Paris (nouvellement Société des Grands Projets) et des entreprises mandataires françaises. Le SBH a en effet développé depuis 2018 une relation privilégiée avec la SGP dans le secteur des infrastructures. Des mandats individuels ont également permis de positionner les sociétés suisses sur le marché français, principalement dans les secteurs de la santé, la cleantech et l'industrie.

6.2 Intérêt pour la Suisse

Suisse Tourisme est présent en France avec un bureau employant dix personnes à Paris. En 2023, les Français ont effectué près de 1.4 Mio de nuitées hôtelières en Suisse²⁸, en hausse de 33% par rapport à 2022 encore marquée par la pandémie. La France est un marché prioritaire pour le tourisme suisse, le deuxième en Europe. La clientèle française provient principalement d'Ile-de-France, Rhône-Alpes et Alsace. L'Arc lémanique et le Valais sont les destinations les plus prisées des voyageurs français, les lignes de TGV assurant des liaisons rapides et commodes.

La Suisse est attractive pour les jeunes français qui souhaitent poursuivre leur formation à l'étranger. Durant l'année académique 2023-2024, 9'449 étudiants français étaient inscrits dans des universités suisses, principalement dans les cantons romands, soit 16.3% de tous les étudiants étrangers en Suisse, en 2e position après ceux d'Allemagne (20.6%)²⁹.

La France figure dans le top 5 des pays partenaires de la Suisse en termes de collaborations de recherche. Le gouvernement français mène une politique volontariste en matière de recherche dont les priorités sont transcrites dans la Stratégie nationale de recherche (SNR). En 2022, les dépenses de recherche et développement en France représentaient 2,22% du PIB³⁰.

Un fort potentiel de coopération existe enfin en matière d'innovation, en particulier dans les régions frontalières, parmi les plus dynamiques du pays sur le plan industriel. L'innovation est au cœur des préoccupations du Président Macron et de sa vision de faire de la France une Startup Nation. Avec succès, puisque la France est passé de la 21^e à la 12^e place du Global Innovation Index entre 2014 à 2024³¹.

²⁸ [OFS](#), nuitées hôtelières 2023

²⁹ [OFS](#), hautes écoles universitaires 2023

³⁰ [Eurostat](#), dépense intérieure brute de R&D

³¹ [OMPI](#), Global Innovation Index 2024

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie française

Répartition du PIB*	2019	2023
Secteur primaire	1.6%	1.9%
Secteur manufacturier**	19.1%	20.5%
Services	79.2%	77.5%
- dont services publics***	55.4%	58.1%

Répartition de l'emploi****	2019	2023
Secteur primaire	2.5%	2.5%
Secteur manufacturier	13.4%	12.7%
Bâtiment et travaux publics (BTP)	6.7%	6.3%
Services	75.9%	77.6%
- dont services publics	24.1%	23.6%
Activités non déterminées	1.5%	0.9%

Sources :

- * [INSEE - Valeur ajoutée par branche : Données annuelles de 1949 à 2023](#)
** Industrie et BTP, ce dernier comptant pour un tiers environ de ce pourcentage
*** [Eurostat - Dépenses totales des administrations publiques](#)
**** INSEE - Emploi, chômage, revenus du travail - Edition 2024

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principaux indicateurs économiques pour la France

	2022	2023	Proj. 2024
PIB (USD Md)*	2'780	3'049	3'183
PIB/habitant (USD)*	42'350	46'315	48'223
Taux de croissance (% du PIB)**	2.6	0.9	1.1***
Taux d'inflation (%)*	5.9	5.6	2.5
Taux de chômage (%)*	7.3	7.4	7.3
Solde budgétaire (% du PIB)**	-4.8	-5.5	-5.2
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-2.04	-1.23	-1.3
Dette extérieure totale (% du PIB)*	101.361	99.591	100.061
Service de la dette (% des exportations)**	-	-	-
Réserves (mois d'importations)**	2	-	-

Sources :

* [FMI, World Economic Outlook April 2023](#)** [INSEE](#)*** [Banque de France](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de la France - 2023

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (millions EUR)	Part	Var. p.r. à 2022	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (millions EUR)	Part	Var. p.r. à 2022
1	Allemagne	83'055	13.8	0.3	1	Allemagne	91'269	12.7	-2.2
2	Italie	53'451	8.7	-2.3	2	Chine	71'638	9.9	-8.5
3	Belgique	48'213	8.0	5.6	4	Italie	52'811	7.4	-0.5
4	Espagne	45'229	7.5	0.8	5	Etats-Unis	51'923	7.2	-15.4
5	Etats-Unis	45'168	7.5	-5.9	6	Espagne	50'477	7.0	-4.9
7	Chine	25'365	4.3	5.2	7	Pays-Bas	31'376	4.4	-3.6
8	Pays-Bas	22'912	3.8	-5.8	8	Royaume-Uni	26'050	3.7	-9.7
9	Suisse	20'951	3.5	-0.8	9	Suisse	16'947	2.4	-5.3
10	Pologne	14'522	2.4	4.8	10	Pologne	16'347	2.3	3.1
	UE	332'901	55.5	1.4		UE	378'689	52.5	-2.8
	Total	599'974	100	2.1		Total	721'512	100	-7

Source : [Douanes françaises - Données pays selon la nomenclature agrégée - Données brutes estimées \(mai 2024\)](#)

Données comprenant le commerce d'énergie, mais pas des armes

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et la France

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Total (en Mio.)	Balance CH (en Mio.)
2019	14'312	-5.9	15'114	- 6.8	29'426	-802
2020	11'829	-17.4	12'796	-15.3	24'625	-968
2021	14'937	+26.3	15'319	+19.7	30'255	-381
2022	16'111	+7.9	20'226	+32	36'337	-4'115
2023	14'304	-11.2	17'978	-11.1	32'282	-3'669

Exportations - Principales catégories de marchandises	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	33	33
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	24	29
3. Machines, appareils, électronique	10	11
4. Produits agricoles	8	8

Importations- Principales catégories de marchandises	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Instrument de précision, horlogerie et bijouterie	19	21
2. Produits chimiques et pharmaceutiques	12	16
3. Produits agricoles	10	11
4. Machines, appareils, électronique	7	7.5

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières - Swiss-Impex

Données sur l'ensemble des catégories de marchandises, excepté l'or et les métaux précieux

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs étrangers en France en 2023

Rang	Pays	Investissements ultimes (en Mio EUR)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (en Mio EUR)
1	États-Unis	142'125	15%	+1,6%	267
2	Suisse	114'458	12%	+6,8%	2'912
3	Allemagne	111'863	12%	+4,3%	6'520
4	Royaume-Uni	90'150	10%	+4,1%	793
5	Luxembourg	57'965	6%	+17,7%	6'489
6	Italie	54'535	6%	+7,4%	-938
7	Belgique	49'105	5%	+4,6%	5'342
8	Pays-Bas	32'739	4%	+53,2%	11'753
9	Espagne	27'520	3%	+4,2%	1'203
10	Japon	18'480	2%	+4,1%	310
	Autres	220'060	25%		
	Total	919'000	100%		39'100

Source: [Banque de France](#)